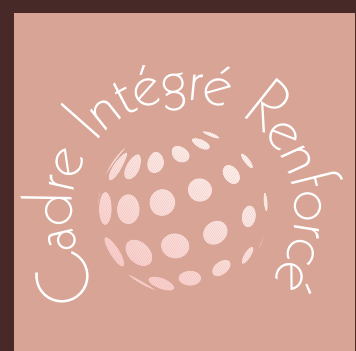
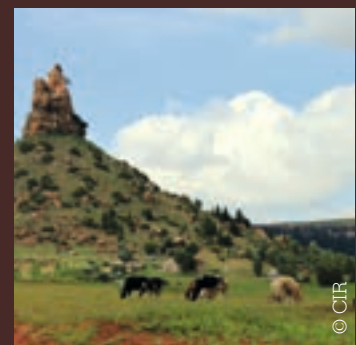
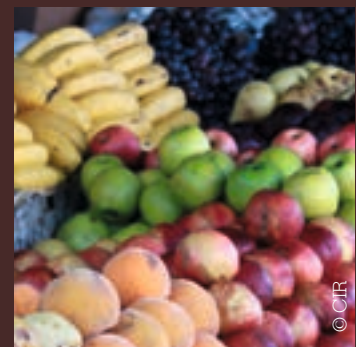


Profil du pays LESOTHO

Cadre Intégré Renforcé (CIR)

pour l'assistance liée au commerce dans les Pays les moins avancés (PMA)





RÉSUMÉ

Le Lesotho se situe au 138^{ème} rang sur les 183 économies qui figurent au classement de l'*Enquête Doing Business* de la Banque mondiale. Bien que le pays ait perdu une place dans le classement général, passant de la 137^{ème} position en 2010 à la 138^{ème} en 2011, les réformes en cours montrent que des progrès sont possibles dans un certain nombre de secteurs clés. Des efforts sont également entrepris pour établir des partenariats à travers le monde, y compris en négociant des accords cadres et des accords de coopération en matière de commerce et d'investissement.

Le Lesotho participe au programme du Cadre intégré (CI) depuis 2002, année au cours de laquelle a été réalisée l'Etude Diagnostique sur l'Intégration du Commerce (EDIC). Cette dernière a été validée au niveau national en février 2003. La Matrice des Actions de l'EDIC a identifié les domaines prioritaires nationaux qui jouent un rôle clé dans le développement du commerce. Ceux-ci incluent:

- le renforcement des capacités des institutions chargées de formuler la politique nationale et de stimuler le commerce;
- l'intégration régionale et multilatérale pour permettre l'ouverture des marchés régionaux et mondiaux tout en développant le marché intérieur;

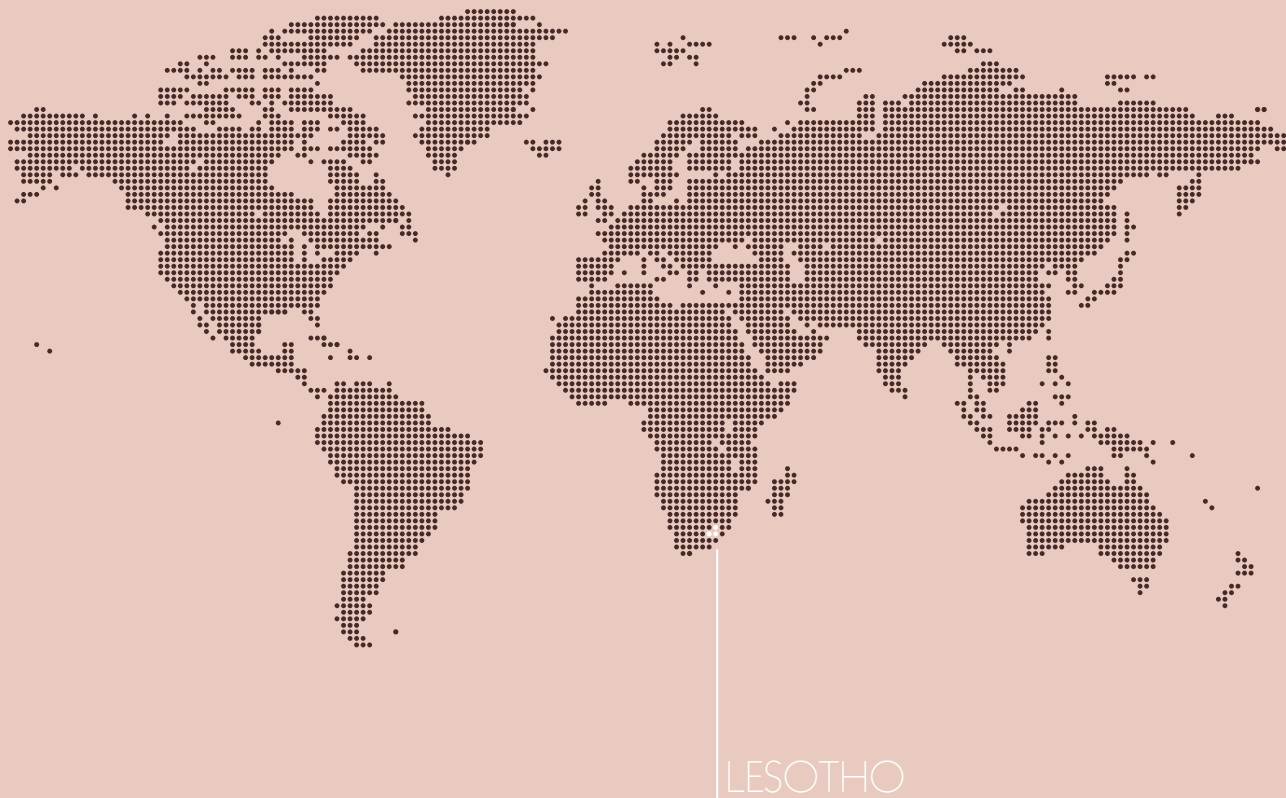
- l'amélioration des conditions de l'activité commerciale; et
- le développement des infrastructures physiques.

Le Lesotho a progressé dans l'exécution de la Matrice des Actions de l'EDIC en attirant d'autres partenaires au développement pour financer les activités prioritaires identifiées et en suivant le programme de développement du commerce du Gouvernement. Le pays a bénéficié de deux projets dans le cadre du programme du CI, l'un axé sur le développement des produits et des marchés d'exportation (pêches et champignons) et l'autre sur le soutien à une approche coordonnée du commerce.

Le projet actuellement mis en œuvre au titre du Cadre intégré renforcé (CIR) a été approuvé en janvier 2010. Il établit l'Unité Nationale de Mise en Œuvre (UNMO) et vise à intégrer davantage le Lesotho dans l'économie commerciale mondiale. Il s'inscrit également dans le droit fil de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté, en faveur d'une croissance durable, ainsi que des efforts globaux fournis par le pays pour accroître sa compétitivité et produire et exporter une gamme plus large de produits à valeur élevée.



CARTE DU MONDE



Pays du CIR:

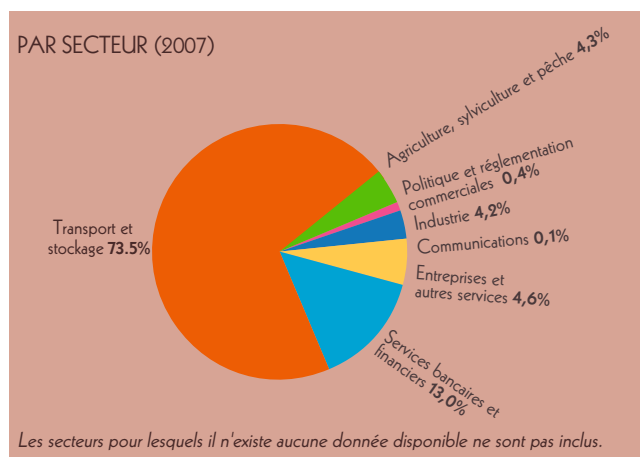
Afghanistan	Gambie	Mozambique	Sénégal
Angola	Guinée	Népal	Sierra Leone
Bangladesh	Guinée-Bissau	Niger	Soudan du Sud
Bénin	Haïti	Ouganda	Soudan
Bhoutan	Iles Salomon	République	Tanzanie
Burkina Faso	Kiribati	centrafricaine	Tchad
Burundi	Lesotho	République dém. du	Timor-Leste
Cambodge	Libéria	Congo	Togo
Cap-Vert	Madagascar	Rép. dém. populaire	Tuvalu
Comores	Malawi	lao	Vanuatu
Djibouti	Maldives	Rwanda	Yémen
Erythrée	Mali	Samoa	Zambie
Ethiopie	Mauritanie	Sao Tomé-et-Principe	

FAITS ET CHIFFRES

Superficie: 30.355 km ²
Population: 2.066.000 habitants
Taux de croissance de la population (2009): 0,8% ¹
Taux de croissance réel du PIB: 4,9%
PIB: 1,6 milliard de dollars EU
PIB par habitant, PPA: 1.542 dollars EU
Principales exportations: vêtements, chaussures, laine et mohair, produits de l'élevage et eau
Taux de pauvreté (pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25 dollar EU par jour): 43,4%
Indice de développement humain (2006): 155/179
Flux d'Aide pour le commerce: versements en 2007, 1,2 million de dollars EU (engagements, 62,2 millions de dollars EU)

L'Aide pour le commerce: panorama 2009

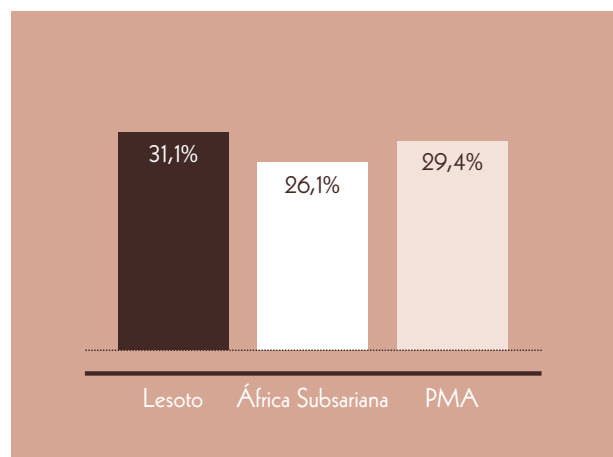
FLUX D'AIDE POUR LE COMMERCE



L'Aide pour le commerce: panorama 2009

PART DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT (APD)

Part de l'Aide pour le commerce dans l'APD par secteur par rapport aux moyennes régionales et par groupe de revenu (moyennes 2006-2007)



L'Aide pour le commerce: panorama 2009

¹Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*



CONTEXTE



En tant que pays sans littoral et voisin de l'Afrique du Sud, le Lesotho a grand besoin du commerce pour pouvoir obtenir la place qu'il mérite pour faire face à la concurrence sur les marchés intérieur, régional et international, et sortir ainsi de la pauvreté.

Les indicateurs de développement national identifient certains des problèmes auxquels il est urgent de s'attaquer, tels que le nombre des personnes vivant encore en-dessous du seuil de pauvreté, les faibles niveaux d'éducation et de formation ou la nécessité de faire face aux conséquences de la prévalence du VIH/SIDA. Le taux de chômage élevé du Lesotho pose de sérieux problèmes et l'insécurité alimentaire, aggravée par les sécheresses des dernières années, suscite une réelle inquiétude.



Au cours des dernières années, les secteurs manufacturier et du textile ont beaucoup contribué à l'économie du Lesotho, stimulée par la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA) qui vise à étendre les avantages tirés du commerce. Néanmoins, l'agriculture de subsistance reste le pilier de l'économie du pays, 80% de la population vivant dans les zones rurales et exerçant des activités agricoles. En outre, la croissance économique – en baisse du fait de la crise mondiale –, la diminution des recettes provenant des droits de douane appliqués dans le cadre de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) et des envois de fonds, ainsi que les faibles niveaux d'investissement continuent d'entraver de manière significative le renforcement des capacités du pays d'exercer un commerce qui lui soit profitable.

Le programme du Cadre intégré renforcé (CIR), lancé au titre de l'ancien Cadre intégré (CI), a permis au Lesotho de progresser en prenant en considération les agriculteurs pauvres, en créant des organisations communautaires (dont beaucoup s'adressent aux femmes) et en aidant les agriculteurs à accéder à de nouveaux marchés.





RÉSULTATS



Échanger de meilleures pratiques sur ce qui marche – le Lesotho accueille un atelier régional du CIR pour l'Afrique orientale et australe

Le Lesotho a montré qu'en exploitant les débouchés commerciaux, il était possible de changer la vie des communautés. De larges consultations associant Gouvernement, secteur privé, agences partenaires et organisations communautaires pour discuter des activités commerciales prioritaires du pays ont été menées parallèlement à l'Etude Diagnostique sur l'Intégration du Commerce (EDIC), réalisée en 2002.



L'EDIC a permis d'identifier les obstacles au commerce et de déterminer comment exploiter les débouchés sur les marchés régionaux et mondiaux, y compris en renforçant les capacités commerciales du pays et en améliorant les conditions de l'activité commerciale et le climat d'investissement. Elle a également mis en relief des domaines tels que l'infrastructure, la facilitation des échanges et les statistiques commerciales.

Pour améliorer les conditions de l'activité commerciale conformément aux priorités identifiées dans l'EDIC, la Banque mondiale et le Gouvernement ont mis en œuvre un projet quinquennal axé sur le soutien aux entreprises, le développement et la compétitivité des exportations, ainsi que sur les questions de réglementation, de licences et de politique d'enregistrement des entreprises.

Sur la base de l'EDIC, le DFID a mis en œuvre un projet triennal pour soutenir le Lesotho dans les négociations commerciales et dans sa politique commerciale. Une aide supplémentaire a permis de mettre l'accent sur la création d'emplois et la sécurité alimentaire. Parmi les réalisations qui en ont découlé figurent la création d'une unité d'analyse politique et réglementaire, ainsi que l'élaboration d'une stratégie d'information pour le secteur privé.

Grâce au soutien du Cadre intégré (CI) fourni par l'intermédiaire de l'Unité Nationale de Mise en Œuvre

(UNMO) et en collaboration avec le Ministère de l'agriculture, qui travaille étroitement avec le Centre du commerce international (CCI), deux projets axés sur l'agriculture ont été lancés.

Le projet relatif aux champignons a conduit aux résultats suivants:

- Des formations sur les champignons ont été dispensées, ce qui a permis à plus de 5.000 personnes et familles dans dix districts de cultiver et de vendre des pleurotes en huître. Ce projet a principalement profité aux femmes, y compris dans des communautés touchées par le VIH/SIDA.
- Les agriculteurs produisent aujourd'hui 25 kg de champignons comestibles et médicinaux par mètre carré. La capacité de stockage a été portée à 15.000 sacs de blanc de champignon destinés à la distribution, mais la demande a atteint 20.000 sacs en six semaines. En moyenne, les agriculteurs peuvent aujourd'hui gagner 1.100 maloti par mois (environ 160 dollars EU).
- L'unité principale du Centre de développement de la culture des champignons sert de modèle pour illustrer comment utiliser les ressources locales dans un cycle de développement durable qui inclut du maïs et des tiges de blé provenant d'agriculteurs Basotho. Cette unité offre des emplois aux travailleurs locaux et établit un lien entre les agriculteurs du pays.
- Depuis, le projet a attiré un financement supplémentaire de 750.000 dollars EU de la part de la Chine. Pas plus tard que 2007, le projet avait permis de former 15 spécialistes des champignons originaires du Lesotho et d'appliquer les meilleures pratiques chinoises et d'Afrique du Sud à la production et à la gestion en utilisant les matières premières locales.
- Plusieurs campagnes financées par le Gouvernement, y compris des présentations dans les hôpitaux et les écoles, ont été menées dans tout le pays au sujet des bienfaits des champignons sur la santé. Elles ont permis de sensibiliser largement la population et d'augmenter considérablement la demande de champignons.

Le projet relatif aux pêches a conduit aux résultats suivants:

- Une étude de faisabilité comprenant des études de marché a été réalisée et des visites à l'étranger ont été organisées pour permettre aux exploitants de se familiariser avec le secteur agro-industriel; le projet a aussi permis de soutenir une campagne d'information sur le thème des exportations. Au total, 7.000 arbres ont été distribués aux agriculteurs dans six districts et la tendance à l'exportation se renforce.





PERSPECTIVES FUTURES

L'équipe de l'Unité Nationale de Mise en Œuvre (UNMO) mène sur la voie à suivre pour faire fond sur les bases déjà édifiées et établir des liens clairs entre les priorités commerciales et le programme plus large de développement national qui fait actuellement l'objet de consultations.

- Les plans futurs en ce qui concerne la production agricole visent essentiellement à améliorer les stratégies sectorielles, à relier les producteurs aux marchés, à diversifier les produits, à améliorer la



qualité des produits, à augmenter les volumes de production, et à développer les compétences des producteurs de champignons, des coopératives et des points de vente au détail. Ces plans définiront la meilleure manière de satisfaire la demande existante de produits agricoles, d'améliorer les stratégies de marque et le conditionnement pour obtenir des prix plus élevés et progresser dans la chaîne de valeur afin d'accéder aux marchés des produits séchés et en poudre, agro-industriels et certifiés conformes aux normes alimentaires.

- D'après les estimations actuelles, les campagnes d'information en anglais et en sesotho menées parallèlement à une série d'activités de sensibilisation à la qualité et à la commercialisation des produits alimentaires ont permis à la population de prendre pleinement conscience des bienfaits nutritionnels et médicinaux des champignons. Les mesures prises pour favoriser l'accès aux marchés internationaux montrent que le projet pourrait profiter à l'ensemble du pays. Aujourd'hui, les coopératives de femmes peuvent écouler les champignons au prix de 20 rand/kg sur les marchés locaux, aux écoles et aux hôpitaux. Les perspectives d'accès à des points de vente au détail tels que les chaînes de supermarchés 'Pick 'n Pay' et 'ShopRite' sont prometteuses; en effet, la phase suivante du projet prévoit une aide aux agriculteurs axée sur les normes et le conditionnement.

Le Centre de facilitation des échanges à guichet unique du Lesotho désormais en place, qui est géré par le Gouvernement et qui propose une gamme de services aux entrepreneurs et investisseurs, jouera également un rôle essentiel à l'avenir. Des progrès dans l'éducation de la prochaine génération et la formation appropriée de la main d'œuvre doivent aussi faire partie de la solution.



Pour la mise à jour du Plan de Développement National il est clairement nécessaire d'ouvrir le Lesotho à d'autres horizons, en tirant le meilleur parti de sa position régionale pour s'engager sur de nouveaux marchés en Afrique du Sud et dans le reste du monde. Cette démarche doit s'accompagner d'un plan d'action approprié afin d'encourager une bonne gouvernance, une croissance solide et durable qui profite à tous, la création d'emplois, le développement des compétences et l'innovation, tout en soutenant la production et les infrastructures agricoles. La mise à jour de l'Etude Diagnostique sur l'Intégration du Commerce (EDIC) constituera un élément clé de cette feuille de route et mérite le soutien de la communauté internationale.

Le Lesotho dispose de bases solides pour construire son avenir, et sa volonté de placer les communautés rurales pauvres au centre des efforts en matière de commerce et de développement a montré à quel point le changement pouvait être bénéfique, en particulier pour les populations les plus vulnérables. Le chemin est encore long, mais le Cadre intégré renforcé (CIR) et le soutien plus large de ses partenaires pour continuer dans cette voie permettront de poursuivre le développement du commerce au profit de la prochaine génération de négociants, agriculteurs et hommes et femmes entrepreneurs du Lesotho.

Êtes-vous prêts à vous impliquer et à participer à l'histoire de développement du Lesotho par le commerce?

Pour en savoir plus, consultez:

www.gov.ls/trade/ et www.enhancedif.org



Pour en savoir plus, consultez:
www.enhancedif.org

ou contactez:
eif.secretariat@wto.org
eiffm@unops.org

Juillet 2011